

Après Gaza, le Liban... Le 7 octobre et ses suites meurtrières bouleversent l'ordre du monde »

Entretien avec le politologue Gilles Kepel

Cahiers de Science & Vie : Alors que les images de bombardements au Liban s'enchaînent sur les écrans, l'incompréhension et l'émotion s'installent en Occident. Pouvez-vous nous rappeler à quoi ressemblait le Liban autrefois : les liens qui unissaient la France et les particularités de cet État multiconfessionnel ?

Gilles Kepel : Le Liban dans son format actuel est une création du mandat donné par la Société des Nations à la France dans l'entre-deux-guerres. Le projet initial était de former un État où les chrétiens seraient le groupe dominant. Mais si on s'en était tenu à un Liban chrétien, le territoire aurait été trop petit. D'où l'idée de l'élargir au Grand Liban et de lui donner un modèle politique consociatif prenant en compte sa diversité religieuse. La constitution élaborée par les Français partageait le pouvoir entre trois grandes communautés. Le président devait être un chrétien maronite, le Premier ministre un musulman sunnite et le président du Parlement un musulman chiite. Ainsi, pensait-on, chacun serait représenté et personne ne pourrait accaparer le pouvoir au détriment des autres. Ce modèle a fonctionné tant que la prospérité a régné. Dans les années 1960, le Liban était surnommé la Suisse du Moyen-Orient. Ses banques attirèrent les investissements de toute la péninsule arabique. Le pays affichait un excellent



GILLES KEPEL, politologue spécialiste du monde arabe contemporain et de l'islamisme radical, professeur de sciences politiques à Sciences Po Paris, Gilles Kepel est l'auteur de nombreux essais, dont *Le Bouleversement du monde - L'après 7 octobre* (Plon, septembre 2024).

niveau éducatif, avec des écoles fréquentées par les élites de la région. C'était un État de droit, libre et sans tabous, où l'on venait dépenser son argent. Il jouait en quelque sorte le même rôle que Dubaï aujourd'hui...

CSV : Quels furent les causes et les enjeux principaux de la guerre civile qui a ravagé le Liban de 1975 à 1990 ?

G.K. : Le Liban s'est développé dans un environnement en plein tumulte, avec pour voisine l'ancienne Palestine, partagée après la Seconde Guerre mondiale entre les Juifs et les Palestiniens, sans consultation des gouvernements arabes. Dès 1967, la guerre de Six Jours met en péril le modèle du Grand Liban. Alors que l'armée israélienne s'est emparée du Sinai, de Gaza, du plateau du Golan et de la Cisjordanie, l'accord secret du Caire autorise les Fedayin palestiniens chassés des territoires occupés à s'installer avec leurs armes au Liban. Cet afflux de populations musulmanes a renforcé le camp sunnite contre le camp maronite et a créé au pays du Cèdre un premier déséquilibre démographique et confessionnel. Qui plus est, les Palestiniens ont commencé à se servir du Liban comme d'un sanctuaire pour attaquer Israël. La guerre civile qui s'en est ensuivie a mis le pays à feu et à sang pendant quinze ans. La Syrie, qui n'avait pas accepté la création de l'État du Liban par la France,



PEU À PEU, LE HEZBOLLAH EST DEVENU LE MAÎTRE DU JEU POLITIQUE EN FORMANT UN VÉRITABLE ÉTAT DANS L'ÉTAT

a profité du désordre pour y entrer et a manipulé les groupes armés les uns contre les autres. En 1989, cette guerre civile a abouti aux accords de Taëf, qui ont modifié l'esprit de la constitution en affaiblissant les pouvoirs du président chrétien maronite et en les concentrant entre les mains du Premier ministre musulman sunnite. Après la guerre et jusqu'en 2005, l'armée syrienne a continué à occuper le nord du Liban en pillant une partie de ses ressources.

CSV : Comment le Hezbollah, le parti chiite islamiste créé pendant la guerre civile, a-t-il réussi à s'imposer dans le paysage libanais ?

G.K. : La révolution islamique de 1979 en Iran a effectivement entraîné une transformation géopolitique majeure au Liban : la montée en puissance de la communauté musulmane chiite, traditionnellement la plus pauvre au Liban, qui entretenait des rapports conflictuels avec les Palestiniens sunnites. Les gardiens de la Révolution iranienne ont vu

une maison frappée à Saïdeh, Baalbek, en septembre 2024, par un raid israélien au cours d'une campagne de bombardements parmi les plus intenses de l'histoire contemporaine du Liban.

dans cette communauté qui faisait beaucoup d'efforts l'opportunité de créer une force de dissuasion vis-à-vis d'Israël. Avec son gaz, son pétrole, son argent, l'Iran s'est donc employé à transformer le Hezbollah, le parti chiite libanais, en une courroie d'investissement gigantesque. Alors que toutes les milices avaient été désarmées après la guerre civile, il l'a équipée en armes, jusqu'à en faire la force défensive majeure du Liban. Le système bancaire islamique du « bon crédit sans profit » a permis de soutenir la communauté chiite. Peu à peu, le Hezbollah est devenu le maître du jeu politique en formant un véritable État dans l'État au Liban. Et cela d'autant plus aisément que les chrétiens, divisés entre les alliés du clan sunnite et du clan chiite, n'avaient plus pour les représenter qu'un président dépourvu de pouvoir réel...

CSV : Quelles conséquences a eu la prise de contrôle du Hezbollah sur le Liban ?

G.K. : Après l'échec des accords d'Oslo de 1993,

78 LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LIBAN // LE DOSSIER

qui prévoyait une solution à deux États pour Israël et la Palestine, le Liban restait pris en otage par la question palestinienne. La mainmise du Hezbollah sur le pays l'a replacé dans l'orbite de la conflictualité avec l'État hébreu. En 2006, la guerre des 33 jours, qui a vu Israël entrer puis ressortir du Sud-Liban, a renforcé l'aura du Hezbollah, qui a célébré le retrait israélien comme la victoire divine de son leader, le cheikh Hassan Nasrallah. En apportant son soutien au régime de Bachar el-Assad contre les rebelles de la révolution syrienne, déclenchée en 2011, le Hezbollah a également contribué à faire de la Syrie en plein chaos la déitrice de l'Iran et un maillon de plus dans l'axe de la résistance contre Israël. Enfin, la crise économique de 2019 a généralisé la corruption au Liban et provoqué l'appauvrissement de la population. Et le système politique d'équilibre multiconfessionnel élaboré par la France dans l'entre-deux-guerres a conduit à ce qu'on appelle la « libanisation » : l'État du Liban, autrefois prospère et politiquement stable, a fait faillite. L'explosion suspecte du port de Beyrouth, qui a détruit la moitié de la ville en août 2020, en est un exemple probant.

CSV : Après le choc du 7 octobre 2023, Israël a désigné pour cibles le Hamas à Gaza, puis le Hez-



– et dans la foulée le Hezbollah à sa solde – dans un engrenage qui n'était pas sa stratégie originelle. Après le territoire palestinien, le Liban s'est retrouvé sous les bombardements, en première ligne de l'offensive meurtrière d'Israël.

CSV : Après la destruction de Gaza, quel peut être le sort réservé au Liban et à ses habitants ?

G.K. : Le pouvoir israélien s'est donné comme priorité d'infliger une destruction radicale aux membres du Hamas et du Hezbollah. C'est désormais chose faite. Yahya Sinwar, le chef du Hamas, a été tué comme un renard et la bande de Gaza n'est plus que cendres. Le cheikh Hassan Nasrallah, qui dirigeait le Hezbollah depuis 32 ans, a été liquidé. Et avec l'affaire des bipeurs, tout son ancien état-major a été détruit en profondeur. Aujourd'hui, on se retrouve donc face à une situation inédite. La réplique israélienne a fait des dizaines de milliers de morts et de blessés à Gaza. Le chiisme a subi une défaite majeure au Liban et ne peut plus servir de rempart défensif. Ce qui fait peser sur ce pays le risque d'une nouvelle guerre civile. Le malheureux Liban doit aussi gérer le flot de déplacés qui ont vu leurs habitations détruites sous les bombardements israéliens. Dans cette phase de grande anxiété,



LA SURVIE DU LIBAN EN TANT QU'ÉTAT SERA DIFFICILE, MAIS IL NE FAUT PAS OUBLIER LA RÉSILIENCE DE CE PEUPLE

bolah au Liban. Qu'est-ce qui réunit ces deux mouvements à l'histoire pourtant bien différente ?

G.K. : Né en 1982, le Hezbollah libanais est un parti islamiste chiite infodé à l'Iran, dont il a toujours appliqué les ordres. On l'a vu, ce soutien lui a permis, outre de prendre le pouvoir au Liban, de défier Israël à ses frontières. Fondé en 1987, le Hamas est la branche nationaliste et politique des Frères Musulmans, d'obédience islamiste sunnite; ce mouvement a été créé en défiance contre l'OLP qu'il accusait de corruption et de collaboration avec Israël, au détriment de la lutte pour la libération de la Palestine. La politique coercitive israélienne a favorisé l'essor du Hamas dans la bande de Gaza. Durant la période des printemps arabes, de 2011 à 2015, quand les sociétés arabes sont entrées en lutte contre les gouvernements autoritaires au Moyen-Orient, le Hamas s'est retrouvé de plus en plus isolé et a perdu ses soutiens traditionnels sunnites. Il a donc fait alliance avec le régime chiite iranien, même si c'était un mariage de convenance. Autant qu'on le sache, Yahya Sinwar a décidé de la razzia sanglante du 7 octobre 2023 contre Israël sans en avertir l'Iran. Ce faisant, il a entraîné l'Iran

nombre de questions restent irrésolues. D'un côté, les possibilités d'action militaires des Israéliens au Liban sont limitées. Par ailleurs, l'État hébreu ne peut pas envisager d'attaquer l'Iran, puissance au seul du nucléaire, sans l'aide de l'armée américaine. De l'autre côté, l'Iran joue encore pour le moment le jeu de la République islamique. Mais en a-t-il encore les moyens ? Va-t-il continuer dans la même voie ou bien trouver un autre mode de fonctionnement, qui mettrait de côté le clergé ? L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le 6 novembre 2024, va évidemment être déterminante pour la suite.

CSV : L'offensive meurtrière d'Israël sur Gaza et le Liban a de nombreuses répercussions à l'international. Le Liban est-il en passe de devenir le lieu où va se jouer un nouvel ordre mondial ?

G.K. : Après le massacre et la prise d'otages du 7 octobre, la plupart des dirigeants occidentaux ont soutenu le droit d'Israël à se défendre. À présent, la situation est en partie bloquée. On l'a constaté dans le veto de Biden contre les attaques de sites nucléaires iraniens ou les prises de bec du président français Macron avec Netanyahu. Pour les États

occidentaux, le Premier ministre Netanyahu a rendu possible l'attaque d'Israël par le Hamas par défaut de vigilance et le monde paye les effets pervers de sa politique. Les dirigeants arabes ne disent rien. Mais les populations, elles, bougent. En incitant l'État hébreu à répliquer par l'holocauste de dizaines de milliers de civils à Gaza et au Liban, le Hamas et le Hezbollah ont suscité, au-delà de leurs seuls partisans, un mouvement de solidarité internationale – occultant dans la foulée le carnage du 7 octobre.

Partout montent les polarisations identitaires. En France, les élections européennes de juin 2024 ont été marquées par l'opposition du discours islamogauchiste qualifiant l'attaque du Hamas « d'acte de résistance » et celui de la mouvance d'extrême droite, qui condamne l'islamisme radical et affiche son soutien à Israël. La campagne pour les présidentielles américaines a été troublée par les mouvements pro-Gaza dans les campus et les banlieues musulmanes. Les réseaux sociaux contribuent à amplifier ce phénomène de polarisation et à ancrer les mémoires. Pour une partie de la population

Un Palestinien pousse son chariot de vendeur ambulante devant une fresque effacée représentant Donald Trump sur le mur de séparation israélien. Avant les élections, 66 % des Israéliens étaient favorables à une réélection de Trump (Bethléem, Cisjordanie, 1^{er} novembre 2024).

mondiale, l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est devenue une histoire ancienne qui ne concernait que les Européens. L'État d'Israël, édifié comme havre pour les survivants de la Shoah, est incriminé devant la justice internationale pour l'holocauste des Palestiniens et des Libanais. Par un basculement géopolitique, l'Occident se trouve stigmatisé et réduit à un « Nord colonialiste » immoral, face à un Sud qualifié de global. On assiste à un véritable bouleversement du monde et des valeurs occidentales, démocratie incluse.

CSV : Le Liban pourra-t-il un jour à nouveau jouer un rôle en tant qu'État sur la scène internationale, se réappartenir ?

G.K. : Au vu de l'actualité récente, la survie du Liban en tant qu'État sera difficile. Mais il ne faut pas oublier la résilience extraordinaire de ce peuple. Sa diaspora l'a prouvé : malgré les vicissitudes qui ont traversé leur histoire, les Libanais ont remonté des entreprises, des commerces, l'esprit levantin est toujours bien présent.

Propos recueillis par Pascale Desclos